

Plateforme suisse Éducation 2030

Le défi de la numérisation et des médias à l'interface entre éducation formelle et non formelle / informelle

30 octobre 2018, 9h00 – 16h20

Eventforum Berne

RAPPORT

1. Introduction

En septembre 2015, les Nations Unies ont adopté l'Agenda 2030 pour le développement durable. Celui-ci se différencie des Objectifs du Millénaire pour le développement par sa pertinence universelle. Il engage tous les États à concrétiser les objectifs de développement durable (« Sustainable Development Goals », ci-après ODD) sur leur propre territoire. La mise en œuvre nationale de l'Agenda 2030 et de ses 17 objectifs est bien engagée. L'ODD 4 porte sur l'éducation : « *D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie* ». Cet objectif ne saurait être atteint sans la mobilisation de tous les acteurs concernés : personnel enseignant, société civile, parents, élèves, écoles et communautés locales, soit l'ensemble du secteur éducatif, mais aussi d'autres secteurs. L'échange, la mise en réseau et le dialogue jouent, à cet effet, un rôle fondamental. C'est la raison pour laquelle la Commission suisse pour l'UNESCO a créé la plateforme Éducation 2030. Elle a pour vocation de permettre le dialogue entre les différents niveaux éducatifs, entre les différents acteurs de l'éducation et avec d'autres secteurs ; d'encourager la mise en réseau et l'utilisation des synergies ; de favoriser l'échange d'informations entre les sphères internationale, nationale et locale et de montrer des exemples de mise en œuvre de l'agenda Education 2030.

Outre l'organisation annuelle de la Plateforme Éducation 2030, la Commission suisse pour l'UNESCO se mobilise, jusqu'à fin 2019, pour l'éducation de la petite enfance et entend ériger durablement l'éducation et l'accueil des jeunes enfants (EAJE) en mission éducative essentielle en Suisse. Par ailleurs, la Commission suisse pour l'UNESCO s'engage pour l'éducation à la citoyenneté mondiale et souhaite dans un premier temps promouvoir le dialogue national et international sur ce thème.

L'éducation à la citoyenneté mondiale figure, avec l'éducation au développement durable, sous la cible 4.7 de l'Agenda 2030.

La présente édition de la plateforme est consacrée au thème « Numérisation et médias » et aux opportunités et défis qui en découlent pour l'éducation. Elle met l'accent sur l'interface, peu explorée, entre éducation formelle et non formelle/informelle.

Jean-Bernard Münch, président de la Commission suisse pour l'UNESCO, rappelle que la Suisse dispose d'un système éducatif très performant en comparaison internationale. Reste qu'il existe en Suisse également des défis à relever, qu'il s'agisse de garantir l'égalité des chances pour tous – quels que soient le sexe, l'origine ou le milieu socioéconomique – ou d'assurer, grâce à l'éducation, un développement économique et social durable. La Commission suisse pour l'UNESCO est convaincue que le Cadre d'action Éducation 2030 constitue un bon point de départ pour affronter de tels défis, les soumettre à un examen critique et réfléchir à où nous en sommes aujourd'hui, ainsi que pour rappeler encore et encore l'influence de l'éducation sur l'individu, mais aussi sur la société tout entière. Jean-Bernard Münch souligne qu'à l'ère du numérique, les développements technologiques – et en particulier la « révolution numérique » – engendrent de nouveaux défis en matière d'éducation. En conséquence, les compétences requises évoluent sans cesse et il ne s'agit plus seulement de former des professionnels expérimentés, mais des citoyennes et citoyens actifs et responsables. Dans ce contexte, il préconise l'instauration d'un système éducatif adapté aux besoins futurs.

Benjamin Bosshard, membre de la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse et directeur du groupe de travail Numérisation, note que les enfants d'aujourd'hui naissent dans un monde numérique ; il est donc essentiel qu'ils en comprennent les mécanismes afin qu'ils puissent y évoluer en ayant conscience de leur responsabilité et prendre une part active à son développement. Les compétences requises s'acquièrent souvent en dehors de l'école – à savoir dans le cadre de l'éducation non formelle et de l'éducation informelle – et il conviendrait dès lors de renforcer le soutien apporté aux familles, aux connaissances, aux associations, aux sociétés de jeunesse, aux rencontres de jeunes, etc.

2. « L'éducation en Suisse – rapport 2018 » et la numérisation

Stefan Wolter directeur du Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation, rappelle que les programmes de formation ont déjà été élaborés et déterminent jusqu'à l'horizon 2030 ce que les enfants devront apprendre. Malgré le Lehrplan 21 pour la Suisse alémanique, le Plan d'études romand pour la Suisse romande et le Piano di studio au Tessin, Stefan Wolter plaide pour l'instauration d'un débat sur les cursus de formation devant permettre à l'homme de se développer d'une manière complémentaire à l'ordinateur plutôt que de prendre pour modèle une machine toujours plus rapide et performante. C'est uniquement en développant d'autres compétences, ou plus encore en combinant des capacités cognitives et non cognitives qu'un ordinateur ne saura maîtriser – ou tout au moins jamais aussi bien qu'un être humain – que l'homme pourra soutenir la comparaison avec la machine. À la question de savoir quelles aptitudes il convient d'encourager dans ce contexte spécifique, Stefan Wolter répond : « **Pour quelles compétences sera-t-on prêt à recourir à un être humain plutôt qu'à un ordinateur dans quelques années ?** » Il affirme pour conclure que si nous vivons déjà à l'ère de l'industrie 4.0 (« de quoi l'homme a-t-il besoin pour avoir sa place face à la machine ? »), notre

façon de penser est encore ancrée dans l'industrie 3.0 (« de quoi l'homme a-t-il besoin pour garder le contrôle sur la machine ? »).

3. Le changement social par la numérisation – opportunités et défis pour l'éducation formelle et non formelle / informelle

Ursula Renold, directrice du champ d'étude système éducatifs au KOF/EPF Zurich et présidente du Conseil de la HES de la Suisse du Nord-Ouest (FHNW), observe que la transition numérique se traduit par une accélération du monde. Notre relation au temps, à l'espace, à nos semblables et aux structures matérielles du monde des objets a tendance à se déliter. Les mutations technologiques et les nouvelles possibilités qui en découlent – comme le travail à domicile – provoquent un décloisonnement entre travail et loisirs à l'origine d'un emballement du rythme de vie. Comme nous voulons mener de front de multiples activités et ne rien rater de la vie, nous érigeons en norme le fonctionnement multitâche et remettons à plus tard les activités qui ne sont pas liées à des échéances particulières, comme l'apprentissage d'un instrument ou les rencontres avec des amis ou des proches. Tout est accessible partout et tout de suite, ce qui provoque un effet de massification. Corollaire de cette évolution, on observe, sur le marché de l'emploi, une tendance à l'augmentation de la demande d'expérience et de compétences sociales, moins fortement soumises aux changements rapides. Les compétences sociales étant plus difficiles à acquérir dans le contexte scolaire, l'apprentissage sur le lieu de travail, la formation continue et la formation professionnelle supérieure des personnes actives revêtent une importance croissante. Ursula Renold souligne que les processus de formation s'inscrivent dans la durée et qu'une application de l'accélération du monde au système éducatif n'engendre que des paradoxes, à l'image de l'inflation des titres de formation. Ce défi majeur pour la politique éducative recèle également une opportunité, celle de renforcer l'éducation non formelle et informelle et de reconnaître formellement les connaissances acquises dans ces domaines. Ursula Renold observe que la compression du présent dans la sphère éducative s'accompagne d'une modification toujours plus rapide des exigences de qualification et, partant, des cursus de formation, ce qui exige toutefois du temps et implique la formation continue et l'information de toutes les parties prenantes.

4. Résultats du sondage Mentimeter

Le graphique en nuage ci-dessous illustre les réponses à la question de savoir quelles seront à l'avenir les capacités non cognitives et les compétences comportementales les plus recherchées, notamment dans le contexte de la numérisation. Dans ce graphique, la taille des mots est proportionnelle au nombre d'occurrences : L'« empathie » est donc, et de loin, la capacité la plus souvent citée. En deuxième position figurent la « créativité » et la « conscience », suivies de la « flexibilité », du « travail en équipe » et de la « pensée critique ».

les institutions éducatives et les familles afin de favoriser une utilisation judicieuse des supports numériques. Parmi les mesures concrètes susceptibles d'être mises en œuvre figurent l'organisation de cours de sensibilisation des enseignants aux médias numériques, l'information des parents sur les chances et risques liés à l'utilisation et à la consommation de médias numériques, l'élaboration de dépliants d'information et même l'organisation d'une campagne nationale. Les participants ont également proposé le renforcement de la réglementation étatique des médias, notamment en ce qui concerne la publicité et les jeux électroniques, afin d'améliorer la protection des enfants et adolescents. Il est apparu que l'acquisition des compétences nécessaires débutait dès le plus jeune âge et que toutes les institutions éducatives devaient en assurer la transmission.

5. Ateliers thématiques

Atelier 1 : « Des tablettes dans les crèches ? Usage des nouveaux médias à l'âge préscolaire et effets à long terme »

Les enfants sont confrontés dès l'âge préscolaire aux médias électroniques, et il existe encore peu de données sur les effets à long terme de ce phénomène. L'atelier avait donc pour objectif d'ouvrir un débat et de dégager des pistes de réflexion sur ce thème encore peu exploré. Dans le cadre de son introduction, Dieter Schürch a présenté des photos prises par des enfants en âge préscolaire illustrant « leur vision du monde ». Le sol y occupe une place importante et les sujets sont bien sûr présentés sous une perspective très différente (de bas en haut). On se rend compte que les enfants en bas âge accordent une grande importance à des détails comme les conditions d'éclairage particulières. Pour Dieter Schürch, ces documents très intéressants montrent à quel point il est essentiel de modifier notre point de vue dans l'approche des tout-petits et de toujours placer l'enfant au centre de nos réflexions. Il présente ensuite une étude inédite qu'il a réalisée en collaboration avec l'université de Bologne et qui porte sur l'utilisation des médias électroniques par les enfants en âge préscolaire. Cette étude analyse, à l'aide de séquences vidéo, les réactions aux médias électroniques de dix-neuf enfants âgés d'un mois à deux ans. Pour cette expérience, une corbeille contenant divers appareils électroniques a été mise à la disposition d'enfants en bas âge dans une crèche. Les appareils ont d'abord suscité un intérêt unanime avant de perdre une partie de leur pouvoir d'attraction. Ces enregistrements vidéo suscitent de nombreuses questions qui ne peuvent être clarifiées de manière définitive. Il y a par exemple lieu de se demander si les enfants issus de la migration réagissent différemment au contact des médias électroniques ou s'il existe des différences entre les enfants en bas âge qui ont déjà été confrontés aux médias électroniques. D'une manière générale, de nombreuses incertitudes demeurent dans ce domaine et le champ de recherches est donc assez vaste.

Atelier 2 : « Jeux vidéo et apprentissages informels »

Les jeux vidéo suscitent de nombreuses critiques en raison des risques de violence, de sexisme, de repli sur soi, d'addiction, de harcèlement en ligne et d'usage abusif des données qui leur sont associés. L'atelier montre toutefois qu'il existe des possibilités de faire face à de tels risques. D'une part, en favorisant la prévention, soit en faisant prendre conscience aux jeunes qu'il existe des limites. Les adultes peuvent en outre se référer aux pictogrammes du système PEGI pour savoir si le contenu d'un jeu vidéo correspond bien à l'âge de l'enfant. D'autre part, en soulignant les effets positifs des jeux vidéo, qui peuvent par exemple améliorer la coordination entre les mains et les yeux, la musculature

oculaire, l'attention, la mémoire et la capacité à résoudre des problèmes. Toutes ces notions sont autant de capacités transversales qui ont également été recensées dans le Plan d'études romand. Pour utiliser correctement et de manière idéale un jeu vidéo dans l'enseignement, il convient de tenir compte de critères comme l'âge, le niveau et le comportement des écoliers, les objectifs pédagogiques ou les aptitudes à développer, la durée et l'accès au jeu ainsi que les compétences de l'enseignant. Les participants à l'atelier ont également réfléchi à la question de savoir comment les jeux vidéo allaient influencer l'école de demain. Les jeux vidéo favorisent notamment un engagement accru par le biais de récompenses, l'apprentissage adaptatif par le choix du niveau de difficulté, la référence aux erreurs par la rétroaction directe et la manière simplifiée d'apprendre de ses erreurs, l'immersion par la participation active et l'appréciation du jeu, et enfin, le développement des compétences transversales en matière de communication et de collaboration par le travail en équipe. Les jeux vidéo peuvent donc être considérés comme un véritable outil pédagogique à même de soutenir l'éducation.

Atelier 3 : « Les effets d'«always on» sur le quotidien des enfants et des adolescents »

Au cours de la présente législature, la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ) accorde une attention particulière à l'impact de la transformation numérique sur les enfants et les jeunes. Dans le cadre de ce thème prioritaire, deux membres de la CFEJ ont animé un atelier consacré au phénomène de connexion permanente (en anglais « *always on* »). Les participants ont cherché à savoir si la connexion permanente et la consommation croissante de médias influençaient la santé, le bien-être et les performances scolaires des enfants et des adolescents, et si ceux-ci disposaient encore de suffisamment de temps libre et non planifié dans ce monde numérique où tout va si vite. Ils se sont notamment demandés comment sensibiliser les enfants et les jeunes à la nécessité de se déconnecter des médias numériques à certains moments et comment leur donner les moyens d'aménager consciemment leur utilisation des médias. Il ressort de la discussion avec le public que des entretiens sans jugement de valeur sur l'utilisation des médias par les jeunes doivent servir de base à la sensibilisation des enfants et des adolescents à ces questions. Cela étant, il est important de les considérer comme les experts de leur propre vie et de créer des occasions de questionnement mutuel sur un pied d'égalité. Les échanges pourront ainsi porter sur la distinction à opérer entre l'utilisation active des médias et une utilisation axée sur la consommation. L'objectif ultime de ces dialogues doit être l'établissement de règles communes. Dans ce contexte, les participants ont également souligné qu'il fallait encourager une recherche qualitative tenant compte des enfants, des adolescents et de leur environnement.

Atelier 4 : « La numérisation comme chance – comment la mettre à profit dans le travail auprès des jeunes ? »

Lukas Loosli, de l'Unité enfance et jeunesse régionale de Täuffelen-Ins-Erlach (ROJA), se demande comment traiter la question de la numérisation dans le cadre du travail en milieu ouvert avec les jeunes et si ce changement structurel représente une opportunité. Il évoque une idée développée par Douglas Adams, selon laquelle les choses nouvelles sont considérées comme des opportunités à fort potentiel jusqu'à un certain âge – le plus souvent 30 ans – avant d'être perçues comme un danger à un âge plus avancé. Cela expliquerait pourquoi des adultes et des parents jugent dangereuses des choses que les enfants perçoivent de manière positive. Lukas Loosli estime que les adultes devraient encourager l'apprentissage non formel en montrant aux enfants comment utiliser judicieusement ces nouveaux outils. Un comportement exemplaire des parents en la matière donnerait des repères clairs aux enfants.

L'utilisation conjointe de certaines applications, comme WhatsApp, ou le fait de jouer à des jeux en ligne avec ses enfants, permet d'enseigner la bonne manière de communiquer et d'identifier les informations susceptibles d'être publiées sans risque pour la sécurité. Le jeu accompagné par un adulte constitue une approche idéale pour cerner les risques et poser des garde-fous. Le travail en milieu ouvert avec les jeunes offre également la possibilité de traiter des thèmes que l'école n'aborde pas fréquemment, ce qui en fait d'une certaine manière un complément utile à la formation scolaire. Des participants ont également soulevé le problème de l'accès, car tous ne possèdent pas l'équipement permettant de jouer à des jeux vidéo, et proposé d'utiliser des outils pédagogiques numériques dans certaines rencontres de jeunes afin qu'ils puissent s'initier de façon ludique à cette nouvelle technologie.

6. Comment le système éducatif suisse fait face aux changements par la numérisation : défis et priorités.

La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a adopté le 21 juin 2018 la *Stratégie de la CDIP pour la gestion de la transition numérique dans le domaine de l'éducation*.

Andreas Klausung, directeur adjoint du département Développement de la qualité, secrétariat général de la CDIP, donne un aperçu de cette stratégie et évoque ses objectifs concrets ainsi que les défis qu'elle devrait permettre de relever. Il est nécessaire de préparer les élèves à une utilisation compétente des nouvelles technologies dans tous les domaines et à tous les niveaux d'éducation et de formation pour leur permettre de prendre leur place dans le monde numérique. En outre, la protection, la confiance et la sécurité des utilisateurs doivent être garanties lors du traitement des données dans le système éducatif.

Un autre objectif stratégique concerne la qualité des services numériques proposés, à l'image des outils pédagogiques. Andreas Klausung évoque enfin le défi consistant à nouer le dialogue avec ces nouveaux acteurs issus notamment du secteur privé. Il souligne que le Lehrplan21 fait appel à des compétences qui permettent de relever ce défi, comme l'utilisation et la compréhension responsables des médias et de l'informatique, afin notamment d'utiliser cette technologie dans le cadre de la résolution de problèmes. Le Plan d'études romand fait également référence à ces compétences, et en particulier au développement de l'esprit critique et à la capacité de décoder la mise en scène de divers types de messages.

7. Table ronde sur le thème « Instrumentalisation croissante à travers les médias numériques ? Comment apprenons-nous et enseignons-nous la vérification critique de la qualité de l'information » ?

L'animatrice **Solange Ghernaouti, professeure à l'université de Lausanne (UNIL), experte internationale en cybersécurité et cyberdéfense et membre de la Commission suisse pour l'UNESCO**, souligne en préambule que nous vivons à l'heure de la mondialisation de l'information et que nous avons accès en permanence à toutes les sources d'information. Le problème se situe toutefois au niveau de la confiance, car il n'existe aucune possibilité de vérifier l'authenticité de l'information. Solange Ghernaouti note que l'on assiste actuellement à une inversion des valeurs qui profite à quelques acteurs du marché. Elle juge en outre nécessaire d'impliquer les acteurs locaux afin d'améliorer le contrôle des données. La collecte de données d'enfants en âge préscolaire résultant de l'utilisation de jouets représente à ses yeux un problème de taille. En guise de conclusion, Solange

Ghernaouti note qu'il appartient aux adultes d'adopter un comportement responsable dans le cyberspace si l'on veut édifier une société numérique inclusive.

Olivier Steiner, chargé de cours à l'Institut pour l'aide aux enfants et adolescents à la haute école de travail social FHNW, estime que la collecte de données n'est pas problématique en soi. Il émet toutefois des doutes sur la finalité de cette collecte de données, sur la façon dont elles sont recueillies et sur leur éventuelle utilisation ultérieure à d'autres fins. La textopornographie peut, selon lui, être considérée comme une preuve de confiance dans une relation par les jeunes, et comme une ignominie par leurs parents. Il convient donc de privilégier l'éducation et la sensibilisation en évitant de diaboliser sur-le-champ un comportement. Olivier Steiner se demande souvent jusqu'où nous mèneront les médias numériques, qui sont parfois utilisés pour diviser des sociétés. Dans ce contexte, les supports numériques constituent à la fois un atout et une menace.

Liliane Galley, cheffe de projet de la Plateforme nationale Jeunes et médias, juge extrêmement préoccupante la transmission automatique des données de l'utilisateur lors de l'achat de nombreuses applications. On ne saurait nier les risques liés aux médias numériques, comme la cyberdépendance ou le cyberharcèlement. Liliane Galley souligne que nous avons la responsabilité de préserver nos jeunes des dangers d'une technologie qui ne va pas disparaître de sitôt. Répondre à ce défi demande la participation de nombreux acteurs dans et hors du milieu scolaire. Pour faire face à l'évolution des médias qui comporte à la fois des défis à relever et des chances à saisir pour le développement des compétences des jeunes, il y a lieu de renforcer les compétences des parents afin qu'ils puissent accompagner leurs enfants dans ce processus. Sachant que les parents et les enseignants ne peuvent pas tout faire seuls, nous devons également réaliser des progrès dans le domaine du droit.

Si **Michael In Albon, expert en compétence médiatique chez Swisscom**, reconnaît l'importance de la protection des informations, il juge nécessaire la collecte de données à des fins de recherche ; celle-ci peut donc avoir également des effets positifs. Il serait selon lui plus judicieux de parler d'« éducation aux médias » puisque la transformation numérique est désormais une réalité. Sa position à cet égard est claire : nous ne devons pas (seulement) protéger nos enfants, mais leur apprendre à utiliser les outils numériques de manière responsable. Dans ce contexte, il doute également de l'utilité des filtres sensés décider de ce que l'on peut voir ou ne pas voir, alors qu'une bonne éducation aux médias permettrait aux enfants et aux adolescents de se positionner eux-mêmes face aux divers contenus. Il préconise donc une « éducation aux médias » plutôt qu'une « protection face aux médias », car chacun doit apprendre aujourd'hui à se servir des médias numériques.

Pour **Philippine Dolbeau, fondatrice de l'entreprise New School**, il est important que les enfants apprennent le plus rapidement possible à identifier les fausses informations. Sa société crée des vidéos pédagogiques sur les inventions et les événements historiques adaptées à l'âge du public (langue, contenu, neutralité). On assiste selon elle à l'émergence d'un analphabétisme numérique chez les plus de 70 ans en France ; en outre, de nombreuses personnes ne seraient plus en mesure de faire la distinction entre vraies et fausses informations. Philippine Dolbeau estime que tous les acteurs – État, école, parents, etc. – partagent la responsabilité d'améliorer la sensibilisation des milieux concernés. Elle considère néanmoins que les médias numériques sont porteurs de nombreuses opportunités.

8. Conclusion

Benjamin Bosshard, membre de la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse, directeur du groupe de travail numérisation, conclut en soulignant l'importance des échanges entre les acteurs de l'éducation formelle, non formelle et informelle, du dialogue intergénérationnel et de la participation des enfants et des adolescents de la génération numérique au processus de réflexion. Il faut également veiller à ce que les acteurs de l'éducation non formelle et informelle disposent des ressources et des compétences nécessaires.

Jean-Bernard Münch, Président de la Commission suisse pour l'UNESCO, relève que cette conférence a permis de mieux comprendre la complexité des défis à relever. Elle a notamment mis en exergue la tendance à l'accélération du temps ou – selon le point de vue – à la compression du présent, la nécessité de combler le fossé entre éducation formelle, non formelle et informelle, ainsi que l'urgence de promouvoir les compétences non cognitives. Sur ce dernier point, il conclut par une citation de la nouvelle directrice générale de l'UNESCO, Audrey Auolay, qui résume à elle seule le fil rouge du colloque : *«Digital skills need to be complemented by transversal 'soft skills' – communication skills, interpersonal skills, problem-solving skills, creativity and critical thinking – vital for navigating a world of complexity»*¹.

¹ (Audrey Azoulay, <https://www.g7g20summits.org/opinions/from-digital-skills-to-digital-citizenship-the-stakes-of-21st-century-education/>). Disponible uniquement en anglais.